● exemple de la lozère

De 1948 à 1972 plus de 30 000 hectares de terres abandonnées ont été mis en valeur en Lozère grâce à l'aide du Fonds forestier national. Peu à peu, de larges taches vertes s'inscrivent dans un paysage souvent squelettique faisant suite aux importants reboisements effectués entre 1880 et 1910 dans le cadre de la « Restauration des terrains en montagne ».

La réussite est, dans l'ensemble, très satisfaisante mais nous voudrions, dans les lignes qui suivent, passer en revue les problèmes d'ordre technique et politique auxquels se sont heurtés les forestiers de ce département et qu'ils ont dû s'efforcer de résoudre pendant les 25 dernières années, ayant bien conscience qu'ils n'y sont parvenus qu'imparfaitement.

Les problèmes techniques

En 1948, lors des premiers reboisements, aucune méthode particulière de mise en place des plants ne fut définie. On pratiqua donc l'ancienne méthode qui avait fait ses preuves dans les périmètres de restauration : potet ouvert par un ouvrier, une femme venant ensuite pour mettre en place le plant.

Ouverture de terrasses et sous-solage à deux traits

Photo SABOULIN-BOLLENA

**Essai de sous-solage
avec rooter tracté par
un Fiat de 75 ch.**

**Essai de plantation
mécanique**

Photos SABOULIN-BOLLENA

Ceci dura jusqu'en 1955, les taux moyens de reprise atteignant près de 80 %, la densité étant de 3 500 plants à l'hectare.

Mais la raréfaction de la main-d'œuvre locale poussa peu à peu les entrepreneurs, à l'insu de l'Administration qui ne disposait que d'un personnel réduit, à confier à la même personne l'ouverture du potet et la mise en place du plant ce qui se traduisait souvent par un simple potet « pioché » ou même par une plantation au « coup de pioche » au milieu du feutrage des racines de la végétation existante. Or, on connaît l'influence tout à fait néfaste de la concurrence de cette végétation pendant les périodes sèches aussi bien sur les Causses que dans la lande à callune de la Margeride. Combien de fois n'avons-nous pas remarqué la médiocre végétation des plants ou même leur étouffement complet dans les anciennes cultures au sol profond et frais alors que sur les coteaux dénudés et ensoleillés la reprise était totale !

Cette mauvaise manière de planter provoqua naturellement un abaissement assez sensible du taux moyen de reprise (70 %).

Cependant, dès avant 1960, compte-tenu de l'accroissement notable des surfaces à boiser, de timides essais de travail mécanique du sol furent entrepris tels que labours en plein, passage de « rotavator » ou de « gyrobroyeur », charrues à « disques », mais, en raison de l'importance et du nombre de rochers, seules de petites surfaces pouvaient être ainsi traitées !

A partir de 1957 notamment, intervinrent des essais de sous-solage avec décapage à l'aide d'un roter de 3 tonnes monté sur pneus et équipé de deux dents espacées de 1,50 m pourvues de socs verseurs et tracté par un FIAT développant 75 CV. Les résultats, quoique non négligeables, étaient encore médiocres : le sous-solage n'atteignait guère que 0,40 m de profondeur, le décapage était soit insuffisant si les dents rencontraient des obstacles, soit trop important auquel cas toute la terre arable était enlevée et l'on plantait dans l'arène granitique ou dans la roche mère. En outre, la moindre inégalité du terrain faisait verser le « roter » qui, de plus, avait bien du mal à tourner au bout de chaque sillon.

Conscients de l'importance du problème, les entrepreneurs, en liaison avec l'Administration locale, s'employèrent activement, à partir de 1960, à mettre au point des « angledozers » puissants, équipés de « rippers » portés, avec dents de sous-solage pouvant défoncer jusqu'à 0,80 m et d'un système de décapage articulé en forme de parallélogramme indépendant de la dent de sous-solage. Ce système continue à donner entière satisfaction : il permet de n'enlever que la couche superficielle et laisse en place tout l'humus. Un bon planteur peut alors mettre en place 600 à 700 plants par jour sur des bandes parfaitement propres de 0,60 m à 0,80 m de large. Le taux de reprise est alors remonté à 90 et 95 % sans compter naturellement l'influence remarquable sur la croissance des plants.

Grâce à ces méthodes, à partir de 1961, des surfaces de 2 000 à 3 000 hectares purent être reboisées chaque année.

Mais il fallait aussi traiter les pentes supérieures à 25 %. L'expérience algérienne en matière de défense et restauration des sols aidant, fut mise au point la technique des terrasses de 3 mètres de large espacées de 2 m à 2,50 mètres, ouvertes suivant les courbes de niveau avec pente en travers aussi élevée que possible et comportant deux traits de sous-solage.

Des terrains ayant jusqu'à 60 % de pente ont ainsi pu être reboisés, dans les Cévennes notamment.

Bien d'autres essais couronnés ou non de succès ont été faits : nous n'en citerons qu'un seul.

Jusqu'à une période récente, les forestiers ne concevaient pas que l'on puisse planter l'épicéa dans la callune autrement qu'en potet, l'abri de celle-ci protégeant le jeune plant. Or, nous avons souvent vu que, dans ces conditions, il fallait quelquefois 20 ans pour qu'un épicéa « démarre ». Par contre, au cours d'une tournée dans un reboisement nous avons pu constater qu'un écobuage accidentel était survenu sur une partie du terrain avant la plantation au potet. Le résultat, 5 ou 6 ans après, était spectaculaire : de part et d'autre de la lisière sinueuse du feu, les plants étaient tout à fait différents, atteignant, en moyenne, une hauteur trois fois plus grande là où le feu avait détruit la callune ! Nous en avons fait notre profit : à partir de ce moment là, les landes à callune ont été écobuées avant plantation.

Tout ceci démontre amplement, si besoin était, qu'en matière de reboisement il ne faut jamais se satisfaire des résultats acquis car ceux-ci sont toujours perfectibles.

Les problèmes politiques

Les problèmes techniques posés par les reboisements du Fonds forestier national sont certes difficiles mais ils sont relativement simples au regard de ceux que pose la mobilisation des terres à boiser.

Autant il est aisé de réaliser une alimentation en eau potable par exemple, sous la pression de la collectivité intéressée, autant, pour reboiser, même avec l'aide à 100 % du Fonds forestier national, une recherche constante et opiniâtre est nécessaire, s'inscrivant dans le cadre fixé par les directives du Fonds forestier national.

Depuis vingt cinq ans les efforts se sont poursuivis pour « mobiliser » les terres inemployées de ce département au bénéfice de la forêt. A un double titre : l'intérêt national, bien sûr, est en jeu mais aussi celui des populations d'une région sous-développée pour laquelle, à terme, la forêt peut constituer un revenu appréciable créateur d'emplois.

Mais il est difficile de convaincre les agriculteurs de se lancer dans une entreprise qui ne commencera à porter ses fruits que trente ans après, surtout dans une région de montagne où le forestier est encore un peu celui qui empêche de pacager ou d'écobuer librement et où, depuis des siècles, seuls les troupeaux transhumants représentaient une valeur.

Naturellement, des reboisements sous forme de subvention ont été faits mais ils n'ont jamais dépassé quelques centaines d'hectares par an. De même, les prêts en numéraire ont été relativement peu utilisés. Par contre, l'effort principal a porté sur les prêts sous forme de contrats de travaux et, à cet égard, il paraît intéressant d'analyser la manière dont s'est développé ce type d'aide dans le département de la Lozère.

Au début, les interventions ont eu lieu uniquement au bénéfice des propriétaires forains et de sociétés civiles et jusqu'en 1962, les groupements forestiers créés ne comprenaient pas d'agriculteurs. En outre, des sociétés papetières importantes, attirées par l'importance de l'aide accordée, intervenaient pour acquérir de vastes surfaces.

Peu à peu cependant, grâce à ces exemples, à vrai dire assez mal vus des agriculteurs, grâce aux aides apportées parallèlement en matière d'aménagements pastoraux, grâce aussi à l'animation importante de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Lozère, des groupements forestiers mixtes paysans-capitalistes ont vu le jour. Au total, 48 groupements ont été constitués, ainsi, bien sûr, que de nombreux contrats simples (sur 233 « contrats », 46 concernent des agriculteurs).

Plant d'épicéa dans la callune, sans travail mécanique du sol

Plant d'épicéa dans la callune, avec travail mécanique du sol, décapage et inclinaison

Photos SABOULIN-BOLLENA

En outre, une importante propagande était menée auprès des collectivités locales qui détiennent en Lozère 70 000 hectares de biens sectionaux dont 20 000 seulement étaient soumis au Régime forestier. Les autres, anciennement loués aux troupeaux transhumants sous la forme de « nuits de fumature » étaient soit sous-exploités soit totalement abandonnés avec retour à la lande à genêts puis à callune.

Peu à peu, des milliers d'hectares firent l'objet d'aménagements sylvo-pastoraux. Notamment, près de 7 000 hectares de terrains ont été aménagés au titre des actions d'intérêt mixte pastoral et forestier.

En guise de conclusion, nous dirons que trois leçons peuvent se dégager au vu des actions menées depuis 25 ans en Lozère grâce aux aides du Fonds forestier national :

- une leçon d'humilité car, si 33 000 hectares ont pu être reboisés à ce jour, il en reste encore 100 000 à mettre en valeur par la forêt sans nuire en aucune manière aux activités agricoles et pastorales. D'autre part, pour quelques progrès accomplis sur le plan technique, combien en reste-t-il encore à faire dans tous les domaines ?

- une leçon de persévérance car d'autres que nous pourront seuls juger des efforts d'aujourd'hui : il faut beaucoup de foi pour poursuivre auprès des collectivités locales ou des particuliers ce patient travail de restructuration foncière, d'aménagement rural au bénéfice des générations futures.

- une leçon d'espoir enfin ; ces jeunes plantations croissent avec vigueur à l'ombre des vieilles futaies créées par les anciens. L'exemple du passé est un gage certain de leur réussite dans l'avenir.

Roger de SABOULIN-BOLLENA

Ingénieur en chef du G.R.E.F.

Directeur départemental

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE DE LA LOZÈRE

Cité administrative
48005 MENDE

le point de vue de l'agent de terrain

La promotion d'une politique forestière particulièrement active tendant notamment à la mise en valeur de terrains à vocation forestière, à la reconstitution de peuplements surexploités ou détruits ainsi qu'à une meilleure utilisation d'une production ligneuse à améliorer selon l'évolution des débouchés commerciaux et industriels, ne pouvait être mise à la charge du personnel traditionnel de l'Administration forestière.

Il convenait donc, à la création du Fonds forestier national, de procéder au recrutement et à la mise en place d'un personnel technique et administratif, réparti entre les services de la Direction générale et ceux des conservations départementales en fonction des besoins forestiers locaux.

Le corps technique fut constitué d'ingénieurs, sous-ingénieurs, agents de maîtrise et gardes. Le cadre administratif comprenait, quant à lui, des secrétaires administratifs principaux et des secrétaires administratifs.